

MARI KIVINIEMI

Secrétaire générale adjointe de l'OCDE ; ancien Premier ministre de Finlande

Merci de m'avoir invitée à participer à cet important panel. Je suis très heureuse que nous discutons de cette thématique à l'occasion de la conférence. C'est un problème très important et qui s'aggrave. Je suis heureuse également de voir que ce sujet brûlant soit de plus en plus étudié et pris en charge par un large éventail d'acteurs, ainsi que la présidence l'a rappelé. Pour l'OCDE, la nécessité de lutter contre les inégalités est en première ligne de son agenda depuis longtemps. En 2008, nous avons tiré la sonnette d'alarme avec une étude intitulée « Croissance et inégalités ». En 2011, nous avons publié : « Toujours plus d'inégalité : pourquoi les écarts de revenus se creusent. »

Demain, nous allons lancer un nouveau document de travail, intitulé « Inégalités et croissance : les écarts de revenus entravent-ils la croissance économique ? » Cette étude et ce document illustrent que les inégalités, en plus d'augmenter, ont aussi un coût et un impact sur la croissance. Les écarts de revenus dans les pays de l'OCDE sont à leur plus haut niveau depuis un demi-siècle. Le revenu moyen des 10 % les plus riches est désormais 9,5 fois plus élevé que celui des 10 % les plus pauvres, soit sept fois plus qu'il y a 25 ans.

Ce chiffre constitue une moyenne. Si on observe des pays en particulier au sein de l'OCDE comme le Mexique, le ratio est de 27:1, et pour les pays nordiques d'environ 7 ou 6:1. Si on s'intéresse aux pays du G20 comme le Brésil, le ratio s'élève même à 50:1, et en Afrique du Sud à 100:1. Les inégalités se creusent même dans les pays plus égalitaires, comme les pays nord-européens. Et l'écart continue de s'accroître pour certains des groupes les plus vulnérables, comme les jeunes et les pauvres.

Le fossé entre riches et pauvres s'est encore creusé depuis la crise, principalement en raison des pertes importantes de revenus infligées aux catégories les plus pauvres, qui souffrent du chômage ou du sous-emploi. En fait, plus de six ans après le début de la crise financière mondiale, le monde continue de faire face à un écart large et persistant en matière d'emploi. On estime que 102 millions de personnes sont au chômage dans les pays du G20 et que de nombreuses autres sont au chômage ou sous-employées à des postes faiblement rémunérés et précaires ailleurs dans le monde. Au sein des pays de l'OCDE, on recense près de 12 millions de personnes au chômage en plus par rapport à la période d'avant la crise.

Les inégalités dans les revenus des foyers ont autant augmenté dans les trois années qui ont suivi la crise que dans les 12 années précédentes. L'analyse de l'OCDE révèle également de fortes inégalités sur d'autres aspects liés au bien-être. Des écarts importants séparent les populations issues de milieux socioéconomiques différents en matière de santé, d'éducation, de solidité des liens sociaux, d'engagement politique et de sentiment de sécurité personnelle. Le résultat est un patchwork économique inégal, où certains groupes sociaux et certaines régions, au sein des pays, prospèrent tandis que d'autres sont toujours plus à la traîne.

Quelles en sont les conséquences ? Les inégalités croissantes ont un coût économique. Nos études révèlent que lorsque les inégalités de revenus augmentent, la croissance économique chûte. Les inégalités ne sont pas seulement néfastes sur le plan social, éthique et humain, mais aussi sur le plan économique. Les analyses montrent que si les inégalités augmentent au même rythme que depuis trente ans au sein de l'OCDE, soit 10 %, cela implique une réduction de 7,5 % du PIB par habitant. Ce chiffre est établi en effectuant une comparaison avec un scénario de base dans les pays de l'OCDE sur le long terme, sur les 25 prochaines années.

Un autre résultat important que nous avons obtenu est que les disparités en matière de revenus freinent la croissance économique, notamment chez les 40 % inférieurs sur l'échelle des revenus. Le principal mécanisme par lequel l'inégalité affecte la croissance est qu'elle limite la capacité des jeunes issus de milieux socioéconomiques défavorisés à investir dans le capital humain et les compétences. Ce phénomène diminue leur mobilité sociale, entrave le développement des compétences et empêchant le potentiel de ce groupe de contribuer à la société et à l'économie.



Comme le suggère le titre de la session d'aujourd'hui, la mondialisation est en général tenue pour suspect numéro un en matière d'inégalités. Cependant, la mondialisation elle-même n'entraîne pas directement les inégalités. Les changements technologiques nécessitant une qualification, les évolutions des modèles d'emploi et des conditions de travail ainsi qu'une moindre redistribution par le biais des systèmes d'impôts et d'avantages sociaux constituent en revanche les principaux coupables. Cependant, maintenant que le décor est planté, la question est la suivante : comment pouvons nous remédier à cette situation ? Que faudrait-il faire ? La réponse est que nous devrions générer une croissance inclusive.

J'aimerais ici citer certaines des réponses politiques que l'OCDE considère comme essentielles dans la lutte contre les inégalités. Premièrement, investir dans l'éducation et dans le capital humain est fondamental. Les gouvernements doivent garantir l'accès à l'éducation pour tous, y compris aux enfants issus des milieux socioéconomiques les plus défavorisés. Le même principe s'applique à la formation professionnelle et à l'apprentissage tout au long de la vie. Ces dispositions doivent également inclure les ouvriers peu qualifiés, les chômeurs de longue durée et répondre aux besoins des jeunes des catégories sans éducation, sans emploi et sans formation. Les politiques éducatives doivent être intégratives. L'amélioration des compétences de la population active, une meilleure formation et une meilleure éducation des personnes peu qualifiées et l'apprentissage tout au long de la vie doivent également être encouragés. Nous devrions alors être en mesure de relever les défis de la mondialisation.

Deuxièmement, les gouvernements doivent envisager d'autres politiques publiques. La réforme des systèmes de taxes et de prestations sociales et les transferts de compétences gouvernementales ont un rôle particulièrement important à jouer pour protéger les foyers à faible revenu. Les programmes de lutte contre la pauvreté ne suffiront pas et d'autres priorités doivent viser à améliorer l'efficacité et l'accès aux services publics comme la santé, afin de renforcer l'égalité des chances. Enfin, les gouvernements doivent promouvoir les opportunités d'emploi, et c'est pour cette raison que la reprise économique est cruciale.

Susan Liataud, Visiting scholar au Stanford Center of Philanthropy and Civil Society ; fondateur de Susan Liataud & Associates Limited (SLA)

Avant de poursuivre, pouvez-vous nous en dire un peu plus ? Vous avez employé les termes liens sociaux, engagement politique et capacité à contribuer à la société. Pourriez-vous aller un cran plus loin et évoquer l'impact sur l'ordre social ? Ce que nous avons observé au Venezuela, par exemple, ou bien les mouvements d'occupation et, d'ailleurs, ce que nous observons aussi à l'heure actuelle à Ferguson, dans le Missouri.

Mari Kiviniemi, Secrétaire générale adjointe de l'OCDE ; ancien Premier ministre de Finlande

Oui. Il s'agit là de signes d'inégalités, quand la société n'est pas en mesure de proposer les mêmes opportunités à tous. Cela inclut également les enfants et les jeunes adultes dont le milieu n'est pas le plus favorable. C'est la recette numéro un pour garantir à tous les habitants un accès à l'éducation.